



Déclaration liminaire commune des fédérations des finances représentatives au CTM du 11 octobre 2017

Messieurs les Ministres,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour la deuxième réunion de ce Comité Technique depuis vos prises de fonction respectives. Le point principal de l'ordre du jour de ce CTM est particulièrement important. Il doit traiter du budget 2018 des ministères économiques et financiers, mais aussi de la trajectoire budgétaire 2018/2022 qui intéresse également les administrations et les agent-e-s de Bercy.

La brièveté de votre présence ce jour ne permettra pas à chacun de s'exprimer sur le fond de ce dossier majeur comme il le souhaite.

Il y aurait pourtant encore beaucoup à dire au-delà de nos premières analyses respectives que vous avez sans doute lues ou fait lire par vos collaborateurs. Les chiffres du budget 2018 des ministères économiques et financiers, que d'aucun pourrait présenter comme raisonnables, parlent cependant d'eux-mêmes.

Ils s'inscrivent toujours dans une dangereuse spirale qui conduit à diminuer d'année en année les capacités d'intervention de nos ministères et de leurs administrations.

En ce qui concerne les effectifs, la trajectoire est toujours globalement à la baisse, et Bercy supportera le plus grand nombre de suppressions de toute la Fonction Publique d'État. Les perspectives pour les quatre prochaines années du quinquennat, les promesses du candidat Macron devant être, selon vos propos, tenues, verront les effectifs lourdement amputés.

Au-delà de la problématique centrale des emplois, comment, avec un budget encore en nette diminution, le Secrétariat Général pourrait-il conduire à bien les politiques ministérielles sur l'action sociale, la santé au travail, l'amiante, l'égalité et la diversité ?

En outre, les termes employés par le chef du Gouvernement dans son courrier du 26 septembre 2017 ne laisse planer aucun doute sur les objectifs à atteindre, qui sonnent comme une véritable provocation et qui augure d'un démantèlement des services publics et singulièrement des ministères économiques et financiers et de leurs administrations, toujours considérés comme non prioritaires.

De plus, comment pouvons-nous considérer la mise en place du Comité CAP 22, chargé de réfléchir à l'avenir des missions de service public, en l'absence des organisations syndicales représentatives des fonctionnaires, autrement que comme l'expression de votre volonté de les exclure purement et simplement du débat ?

Il est clair que la lettre de mission du Premier Ministre qui fixe le cadre des travaux de ce comité est un mauvais signal adressé pour un dialogue social constructif avec les organisations syndicales.

Vos annonces depuis quatre mois et les sombres perspectives que vous tracez pour le ministère et plus largement pour la Fonction publique, couplées aux provocations du chef de l'État ont eu

d'abord pour effet de souder un peu plus les intersyndicales, tant au niveau Fonction publique qu'à Bercy.

Pour la Fonction Publique, il faut remonter à 2007 pour trouver un appel commun de toutes les fédérations de Fonctionnaires. Cela devrait tout de même vous interpeller !

Votre second exploit a été de mettre en grève et en mouvement des milliers de fonctionnaires, notamment issus des rangs de vos ministères.

La mobilisation et la rue ont parlé hier, 10 octobre 2017.

Vous vous empresserez de dire que la rue ne gouverne pas et que le gouvernement et le parlement sont légitimes à mettre en œuvre les engagements du Président de la République. Notez au passage que de ce côté-ci de la table nous avons été élu-e-s avec un taux de participation de plus de 80 %.

Les fonctionnaires et agents publics des directions de Bercy ont dit clairement et sans équivoque leur opposition à vos orientations les concernant, qu'il s'agisse de la manière dont vous allez prendre en compte l'augmentation de la CSG, du gel de la valeur du point d'indice, du rétablissement du jour de carence, de l'absence de reconnaissance de leur technicité et de leur adaptation aux changements, des perspectives de privatisation et d'abandon de missions que vous préparez, sous couvert d'un comité composé non seulement des pires ennemis de la Fonction Publique mais comble de la provocation également d'experts étrangers à notre pays dans le but affiché est de supprimer 120 000 emplois sur la durée du quinquennat.

Nous poserons pour terminer trois questions :

Combien de suppressions d'emplois pour Bercy sur les 50 000 qui vont toucher la Fonction Publique d'État ?

Quelles missions avez-vous l'intention de sacrifier, externaliser ou privatiser ?

Quel est le volume 2018 du plan de qualification ministériel (ratio pro/pro) et envisagez-vous d'ouvrir une concertation sur cette question avant la fin de cette année ?

Nos fédérations réaffirment ici le caractère régalien et d'intérêt général des missions des ministères économiques et financiers, leur importance dans l'appareil d'État et pour l'ensemble de nos concitoyens, en termes de neutralité, d'égalité de traitement et de démocratie.

Nous réaffirmons qu'elles doivent toutes demeurer dans le giron de l'État et de nos ministères, qu'elles peuvent et doivent être étoffées et dotées des moyens humains et budgétaires nécessaires à leur plein accomplissement au service de l'intérêt général.

C'est pourquoi nous exigeons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et l'élaboration d'un plan pluriannuel de créations d'emplois.

En outre nous exigeons le non rétablissement de la journée de carence ainsi qu'une véritable négociation salariale qui aboutisse à une augmentation du pouvoir d'achat et à la revalorisation des carrières des agents.